

Séance ordinaire du lundi 5 juin 2023

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-trois et le cinq juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Clare HART, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Alenka DOULAIN ayant donné pouvoir à Flora LABOURIER, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Collège de déontologie des élus - Référent déontologue des agents - Référent alerte éthique - Référent Laïcité - Création - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

De par la loi, les élus et les agents des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale disposent de la faculté de pouvoir consulter un « *référent déontologue* » pour toute question déontologique dans l'exercice de leur mandat ou de leur fonction. La loi 2022-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et obligations des fonctionnaires a consacré ce droit pour les agents. La loi 2022-217 du 21 février 2022, dite « *loi 3DS* » a quant à elle formalisé ce droit pour les élus.

Montpellier Méditerranée Montpellier, la Ville de Montpellier et son CCAS, engagés dans les démarches de transparence et d'éthique publique se sont dotées dès le début du mandat actuel d'un collège de déontologie, compétent pour les agents et les élus, constitué de représentants internes des services (Affaires juridiques, Assemblée, Ressources humaines) et d'une personnalité externe reconnue en sa qualité d'ancien magistrat.

Les trois institutions mènent des démarches actives de prévention des conflits d'intérêt, tant pour les élus que pour les agents :

Le conflit d'intérêt se définit comme « *toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et*

objectif d'une fonction » et est sanctionné par l'article 432-12 du Code pénal (peine pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et une amende de 500 000 €).

Concernant les élus, les organisations mettent en œuvre des pratiques vertueuses :

- L'élu déclare ses intérêts à l'exécutif. (Le Maire, le Président, les adjoints et les vice-présidents le font aussi auprès de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique – HATVP, en déclarant également leur situation patrimoniale) ;
- L'élu informe l'exécutif et l'administration lorsqu'il se pense en conflit d'intérêt et ne fait pas exercice de sa délégation notamment en se déportant sur les dossiers concernés. Ainsi, il ne prend pas part à la décision, ni à sa préparation ni à sa mise en œuvre.

Concernant les agents, les administrations respectent les obligations de déclarations d'intérêt et/ou de patrimoine concernant certains de leurs emplois. Par ailleurs, tout agent qui se pense en situation de conflit d'intérêt, informe sa hiérarchie, sollicite le référent déontologue en cas de doute et s'abstient de toute intervention sur le dossier concerné en le confiant à un collègue.

Le décret 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local, pris en application de la loi 3DS est venu préciser les modalités de désignation de la fonction de référent déontologue des élus : *« les missions de référent déontologue [...] peuvent être assurées, selon les cas, par 1°) une ou plusieurs personnes n'exerçant au sein des collectivités auprès desquelles elles sont désignées aucun mandat d'élu local, n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, **n'étant pas agent de ces collectivités** et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêt avec celles-ci. 2°) un collège, composé de personnes répondant aux conditions du 1°) »*

Afin de poursuivre leur engagement exemplaire dans le domaine de la déontologie et de la transparence publique, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et son CCAS proposent de revoir l'organisation de la gestion de la déontologie, tant pour se conformer à la nouvelle réglementation applicable en juin 2023 que pour promouvoir un nouvel élan de diffusion de la culture déontologique dans l'ensemble des services des trois organisations.

Il est ainsi proposé :

- ⇒ De créer un collège de déontologie pour les élus, constitué de 3 personnalités extérieures aux trois institutions, reconnues pour leur expérience et leurs compétences.

Ce collège exercera ses fonctions pour une durée de 3 ans à compter de sa première réunion, et pourra faire l'objet d'un renouvellement par délibérations conformes des trois institutions.

Le collège pourra être saisi par chaque élu de la Métropole, de la Ville ou du CCAS, au moyen d'un formulaire de saisine annexé à la présente délibération et adressé par mail ou par voie postale.

Les membres du collège sont soumis au secret professionnel ; les échanges entre le collège et les élus sont confidentiels.

Une fonction de présidence du collège sera désignée lors de la première réunion du collège qui approuvera son règlement intérieur.

Pour chaque saisine, un membre du collège sera désigné comme rapporteur du dossier qu'il présentera à une séance du collège et soumettra un avis au vote de ses membres.

Conformément à l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret susvisé du 6 décembre 2022, les membres du collège de déontologie des élus percevront une indemnisation sous forme de vacations, établie comme suit :

- Rapporteur d'un dossier : 80 € par dossier ;
- Participation effective à une séance du collège (une demi-journée) : 200 € ;
- Présidence effective d'une séance du collège (demi-journée) : 300 €.

Les dépenses de vacation seront prises en charge par la Métropole qui bénéficiera d'un remboursement partiel de la Ville de Montpellier et de son CCAS au prorata du nombre d'élus de chaque institution, soit : Métropole = 56%, Ville = 39%, CCAS = 5%.

Conformément au décret du 6 décembre 2022, les membres du collège de déontologie des élus bénéficieront du remboursement de leurs frais de transport et d'hébergement, sur présentation de justificatifs dans les limites prévues par délibération du Conseil municipal, applicable aux personnels de la fonction publique territoriale.

⇒ De créer un poste de « *responsable probité* » assurant pour les trois institutions les missions de « *réfèrent déontologue* », de « *réfèrent alerte éthique* » et de « *réfèrent laïcité* »

Le responsable probité sera astreint au secret professionnel et garantira le caractère confidentiel de ses échanges avec les agents qui le saisissent.

Trois formulaires de saisine, l'un pour le réfèrent déontologue, le second pour le réfèrent alerte éthique, et le troisième pour le réfèrent laïcité sont annexés à la présente délibération.

Au-delà des fonctions de conseil assurées par les référents déontologues des élus et des agents, il est de plus en plus nécessaire – dans une volonté permanente de renforcer le lien de confiance entre les citoyens et les élus ainsi que les agents publics – de proposer des dispositifs de prévention des manquements potentiels aux exigences déontologiques.

Ainsi, outre les missions de réfèrent déontologue, de réfèrent alerte éthique et de réfèrent laïcité, le responsable probité sera le pilote et l'animateur des démarches de dynamisation de la culture déontologique dans nos trois organisations tant pour les agents que pour les élus et conduira entre autres les actions suivantes :

- Réalisation d'une cartographie des risques déontologiques (en collaboration avec les services) ;
- Elaboration de guides de déontologie (achats, conflits d'intérêts, etc...) ;
- Elaboration d'une foire aux questions ;
- Sensibilisation et formation des élus et des agents (accueil des nouveaux, formation continue ...) ;
- Elaboration et coordination du plan anti-corruption, dans le respect de la loi Sapin 2 de 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la suppression du collège de déontologie créé par les délibérations conformes de la Métropole (15 septembre 2020), de la Ville (5 octobre 2020), du CCAS (9 mars 2021) qui était compétent pour les agents et les élus ;
- D'approuver la création du collège de déontologie des élus, exerçant pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier, composé de trois personnalités externes ;
- D'approuver la création d'une fonction interne de responsable probité dans les effectifs de la Métropole, assurant les fonctions de réfèrent déontologue des agents, de réfèrent alerte éthique et de réfèrent laïcité pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 juin 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 juin 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- formulaire de saisine référent alerte éthique.docx
- formulaire de saisine référent déontologue des agents.docx
- formulaire de saisine collège de déontologie des élus.docx
- formulaire de saisine référent laïcité.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20230605-233179-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 14/06/23
Réception en Préfecture : 14/06/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.